

**Discours prononcé par le professeur Dusan Sidjanski lors de la cérémonie de sa  
décoration**

**Professeur Dusan Sidjanski:** «Καλημέρα σας. Είναι μεγάλη μου τιμή και πρέπει να σας ευχαριστήσω όλους σας που ήρθατε και επίσης τον Πρόεδρο της Ελληνικής Δημοκρατίας που, όπως ξέρετε, με έκανε Έλληνα, αλλά εγώ έχω την εντύπωση ότι από καιρό ήμουνα Έλληνας. Αυτά ήτανε επίσημα πράγματα.

Σήμερα θέλω να πω ότι είναι μεγάλη μου τιμή, με συγκίνηση σας ευχαριστώ όλους. Και σας παρακαλώ να πείτε στον κύριο Πρόεδρο ότι αισθάνομαι με όλη την καρδιά. Να ευχαριστήσω τον Υπουργό φίλο μου, Δημήτρη Αβραμόπουλο, και φίλο μου που τον γνωρίζω από πενήντα... Πότε γεννήθηκες; Α, είσαι νέος, βέβαια, τον γνώριζα απ' όταν ήτανε παιδάκι εδώ στην Ελλάδα, με τον κύριο Σπύρο Καλογερόπουλο-Στράτη έχουμε συνεργαστεί πολλά χρόνια μαζί. Τώρα αν μου επιτρέπετε, θέλω να πω κάτι και στα γαλλικά, μήπως και στα αγγλικά, δεν ξέρω. Γαλλικά αρχίζουμε, είναι η δική μου γλώσσα.

Tout d'abord, je voudrais redire ce que je viens de résumer en quelques mots. Toute mon émotion. Je suis devenu Grec il y a quelques années grâce au Président de la République. Maintenant vous me faites l'honneur de m'attribuer une décoration. On se demande toujours si on mérite une décoration, mais c'est avec gratitude que je l'accepte.

En écoutant l'éloge que vous avez prononcé, je me dis que j'ai fait pas mal de choses dans ma vie, mais il y a beaucoup de choses que je n'ai pas faites. Donc, j'en éprouve à la fois une satisfaction et, en même temps, un petit regret quelque part, je n'ai pas fait suffisamment pour aider notamment la Grèce. Je me suis souvent senti impuissant devant la crise. Je vous avoue qu'en tant que conseiller de José Manuel Barroso, qui fut mon assistant pendant cinq ans à Genève, j'ai essayé de l'influencer, j'ai tout mis de notre côté. Mais, vous le savez, la responsabilité de conseiller est très vague. Vous donnez de « bons conseils » qui ne sont pas toujours suivis, mais j'espère qu'à l'avenir avec mon ami Schinas qui est ici en qualité de chef de la *task force* en

Grèce, nous espérons pouvoir donner un élan nouveau à la Grèce car elle mérite qu'on l'aide.

Je ne vais pas vous parler de mon passé, on a suffisamment entendu le Ministre tout à l'heure. Je vais vous dire quelques mots de ma vision actuelle de l'Europe et surtout de l'avenir. Ma vision actuelle est que l'Europe se trouve devant un mur et ma conclusion sera que la seule sortie pour cette Europe c'est d'être assez courageuse pour faire un *saut politique*.

Or, nous sommes enlisés en quelque sorte dans les affaires des finances, dans les affaires des économies et je crois que nous avons perdu de vue l'essentiel dans cette Europe qui est notre avenir face au monde qui se réveille. Les grandes puissances émergentes s'affirment et ce qui nous menace c'est l'utilisation de la force, de la force économique, mais aussi de la force des armées. La puissante influence dont disposent ces nouveaux acteurs face auxquels, qu'il s'agisse de la Chine, de l'Inde, de l'Asie en général, et d'autres pays, même les Etats-Unis, face à ces grandes puissances qui cherchent à s'affirmer, l'Europe a peu d'influence. Certes, elle est encore la plus grande puissance commerciale. Est-ce suffisant ?

Et c'est là notre grand problème. Depuis toujours, Jean Monnet, Denis de Rougemont ont eu des vues différentes quant à la méthode, mais ils avaient les mêmes objectifs, la *Fédération européenne*. Je crois que nous avons perdu de vue cet objectif politique fondamental. Surtout, perdu de vue en partie les valeurs qui font de l'Europe un noyau essentiel dans le monde. Certes, on ne peut pas parler uniquement de l'univers, de la globalisation car dans la globalisation existent des cultures différentes. Nous devons établir un dialogue ouvert avec les différentes cultures reconnaissant leurs valeurs, mais demandant qu'elles reconnaissent nos valeurs.

Je vous présenterai – non pas la situation, nous la connaissons, elle est assez dramatique – mais ce que l'Europe pourrait faire immédiatement pour la Grèce et je commence par *les enfants*. Vous savez qu'il y a dans des quartiers pauvres, des enfants qui souffrent de la faim. Un projet européen grâce à nos amis et au président Barroso a été mis sur pied. C'est maintenant aux Grecs, au Ministre de l'éducation, à tout son réseau de distribuer la nourriture qui peut être fournie par la Commission et

l'Union européenne. Je crois que c'est un acte humanitaire fondamental que nous devons accomplir tous ensemble et pour que ça marche il ne suffit pas d'avoir des initiatives, il y en a, il faut les coordonner et surtout les mettre en œuvre.

Les gens sont de bonne volonté, il faut absolument une bonne coordination de tous ces efforts pour que cela marche. Il faut accélérer tout ce qui a été promis à la Grèce. Je pense, par exemple, *au prolongement des autoroutes*. Il faut absolument que ça se fasse le plus vite possible. Nous sommes d'accord avec mes amis de la Commission. Il faut agir rapidement. Or, je constate que depuis le début de la crise l'Europe a été toujours en retard d'une crise. Elle réagissait lorsque la crise était développée. L'action n'était pas une action *prévoyante* de ce qui allait arriver, c'était une action suivie et avec une certaine lenteur.

Troisième élément qui me paraît très important, c'est la lutte contre le *chômage*, vous savez qu'il y a au moins deux grandes initiatives importantes contre le chômage. Le Fonds social qui fournit son aide à la Grèce ; mais il y a surtout *l'initiative pour les jeunes*. Si le chômage continue à croître ainsi il touchera bientôt 30%. Le chômage général du pays se rapproche de 30%, mais les jeunes sont exposés à un chômage massif à presque 60%. Le risque c'est de perdre la substance et la richesse de la jeunesse grecque qui va se tourner vers l'extérieur, va chercher à quitter le pays et à travailler ailleurs. Il faut absolument que ce programme qui a été prévu pour les jeunes soit mis en pratique sans délai. Je crois que c'est un point fondamental.

Il faut agir vite et il faut faire savoir plus largement au peuple grec que l'Europe veut faire tout ce qu'elle peut pour le peuple grec. Je crois que ce n'est pas seulement *l'action rapide* dont nous avons besoin, nous avons besoin aussi de *la visibilité* de cette action pour que les gens se rendent compte et qu'on arrête la dérive vers le Chrysi Avgi (Χρυσή Αυγή/Aube dorée) ou d'autres mouvements extrémistes, dont certains sont des mouvements potentiels et qui ont d'autres moyens d'expression et d'action. L'autre soir j'étais à la télévision suisse. On m'avait donné l'adresse du Tribunal. Je suis entré dans la grande cour à la recherche d'un studio. Il faisait plutôt froid. On m'a dit non, ici, c'est le Tribunal et la Prison. Je me suis échappé assez vite en me disant : « on ne sait jamais si par erreur, on ne finit pas par me garder dans ces

locaux ». En sortant je demande des informations, on me dit : « mais nous sommes là, on vous attend ». J'étais assis sur une chaise, en train de grelotter, pour répondre aux questions que j'entendais à peine. La communication était mauvaise. Devant moi un cordon de policiers anti-émeute extrêmement polis qui m'ont très bien reçu et derrière eux les militants Chrysi Avgi, scandant au cri de: « libérez-le ». Je me sentais comme dans un autre monde.

La Grèce a besoin de chocs salutaires. Il faut absolument faire des « grands gestes » à l'égard des Grecs pour qu'ils comprennent ce qu'est la solidarité européenne, pour qu'ils reprennent la volonté de vivre et de se développer car la dépression que l'on sent est là et pèse toujours. Le programme pour les jeunes et pour les chômeurs est essentiel. En congédiant massivement les fonctionnaires et les employés des entreprises privées sous la pression de la Troïka, non seulement on suscite des réactions violentes, mais de surcroît l'Etat doit assurer des indemnités de chômage. Cela coûte cher à l'Etat qui ne peut pas les laisser dans la rue. Les chômeurs vont être soutenus par le gouvernement. Ce cercle vicieux au lieu de diminuer les dettes et les déficits, risque de les accroître pour répondre à ces difficultés.

D'autres actions attendent d'être entreprises. A titre d'exemple, j'ose présenter une de mes propositions à mon ami Dimitri Avramopoulos. J'ai eu l'occasion de discuter avec plusieurs recrues, des jeunes Grecs. « Que pensez-vous ? ». J'ai écrit au ministre lui suggérant d'utiliser ces jeunes Grecs pour qu'ils distribuent, eux, de *l'aide humanitaire* car l'Eglise, notamment l'Archevêque d'Athènes, a la compétence à Athènes, mais il m'a dit « Je ne peux rien faire avec mes évêques qui sont ailleurs et qui sont autonomes ». Il m'apparaît que l'armée, qui a une vision, une couverture nationale, une responsabilité devant la Nation, qui est bien organisée, pourrait demander aux recrues de consacrer quelques heures par jour pour aider les pauvres, les plus fragiles : pour s'occuper de la distribution de nourritures qui semble effectuée de manière quelque peu chaotique.

Il s'agit ici d'une action positive que pourraient accomplir les jeunes recrues et l'armée. D'autant que, depuis les colonels, la relation entre l'armée et le peuple a eu des hauts et des bas. J'ai l'espoir que cette action humanitaire permettrait d'unir toutes les forces, les forces militaires et civiles, de rapprocher l'armée du peuple grec. Ainsi

prendront-ils conscience qu'ils forment un peuple uni et solidaire et qu'ils doivent combattre la crise ensemble.

La Grèce a beaucoup de choses à faire, l'Europe aussi pour la Grèce. Mais je me demande que peut faire la Grèce pour l'Europe. Je me souviens toujours que Denis de Rougemont disait : il ne faut pas se demander ce que l'Etat peut faire pour moi, il faut de suite se demander ce que je peux faire pour l'Etat, pour la nation. Le mouvement se déroule dans les deux sens. La Grèce va prendre la présidence. Son programme que nous connaissons est excellent. Elle va s'engager réellement. Cependant mon souci demeure de savoir comment renforcer la Zone euro.

La Zone euro, imaginez, fonctionne paradoxalement selon la méthode intergouvernementale. En recourant à cette méthode classique on a écarté la Commission, écarté le Parlement européen. Qui domine? Ce sont les quelques Etats les plus puissants, les plus importants. En particulier, Madame Merkel qui a la puissance économique.

Cependant, (j'ouvre une parenthèse) quand on dit que c'est l'Allemagne qui paie c'est donner une image inexacte. Regardez qui paie quoi, vous verrez que si l'Allemagne paie 27% la France paie 22% et d'autres Etats membres contribuent proportionnellement à leur richesse. Savez-vous quel est le pays qui paie le plus par tête d'habitant ? C'est le Luxembourg, le petit pays, il est riche et il paie beaucoup plus que les autres.

Il est extrêmement important de repenser le système du fonctionnement de la Zone euro car la Zone euro fonctionne à l'ancienne, alors que le traité de Lisbonne a réalisé des avancées en élargissant la sphère de la méthode communautaire. La Commission fait des propositions, les gouvernements au Conseil décident et le Conseil européen donne des impulsions, et, enfin, le Parlement et le Conseil adoptent des actes législatifs par codécision. C'est un mécanisme merveilleux car il permet un équilibre général. La Commission est appelée à jauger les intérêts des uns et des autres à définir l'intérêt commun et à ne pas négliger les petits et les moyens pays qui sont nombreux aujourd'hui dans l'Union européenne.

Au vu de ce paradoxe, la Zone euro devrait reprendre *la méthode Monnet* qui est une invention extraordinaire. J'aime la comparer à « l'œuf de Colomb ». L'invention originale de Jean Monnet ressemble au geste spontané de Colomb. L'invention exceptionnelle ; il faut l'appliquer d'autant que la zone euro, comme le dit souvent Jacques Delors, la Zone euro c'est l'avant-garde de l'Union. Or elle est en retard du point de vue institutionnel et démocratique, elle manque d'efficacité et de transparence. Mon souci est de la faire progresser et de la faire plus démocratique, mais ce n'est pas suffisant.

Si on regarde l'histoire, on constate qu'aucune union monétaire – ou création d'une monnaie unique ou d'une monnaie commune – n'a survécu dans l'histoire sans la souveraineté politique. Nous devons réfléchir à ce pas décisif qui consisterait à créer une *union politique* dotée d'une *souveraineté partagée*, indispensable à la survie de l'euro. Ce n'est pas seulement un pas institutionnel, c'est un *changement de perspective*: on ne raisonne plus seulement en termes de finances, on raisonne plus globalement. Ce qui est la caractéristique du pouvoir politique, c'est l'apprentissage de voir l'ensemble. D'où la contradiction entre une Union d'essence économique et les Etats membres disposant de pouvoir politique. Entre une vision partielle de l'Union et une vision à vocation globale des Etats membres. Une inadéquation entre les domaines de finance ou de l'économie que l'Union a en partage avec ses Etats membres et les grands secteurs politiques par excellence que sont les affaires étrangères et de défense que, sous la forme de coopération, les Etats cherchent à garder.

C'est un problème vital, il faut y attacher une grande attention. Quel serait à mon avis le pas important à faire ? Constater d'abord que Jean Monnet préconisait une intégration par secteurs, secteur après secteur, qui était censée aboutir automatiquement à une communauté politique. Ce qui n'est pas arrivé du tout. Nous sommes en stagnation dans une communauté essentiellement financière et économique en crise. Le processus d'engrenage (*spill over* de Haas) risque, en raison de l'interdépendance et de l'effet de contagion, de s'engager dans une voie à contre sens. Les remèdes adoptés sont insuffisants, tardifs et partiels. On rapièce, on ajoute un mécanisme et des normes les uns après les autres, mais sans vision politique, sans solidarité affirmée. C'est notre grand problème. Qui pourrait prendre l'initiative?

Franchement, je ne pense pas que l'initiative viendra de l'Allemagne. L'Allemagne n'a pas encore assumé toute sa puissance économique sur le plan politique. Je pense qu'elle est encore handicapée par ses souvenirs de la deuxième guerre qui pèsent sur sa politique extérieure, européenne et internationale.

Qui peut assumer la responsabilité d'une grande initiative politique. C'est la France au premier chef, soutenue par la présidence grecque, telle est ma suggestion – c'est la France et la Grèce. La Grèce va présider l'Union à un moment crucial, à la veille des élections européennes. Et la France pourquoi ? Parce que la France dispose des atouts d'une puissance « grande-moyenne » dont l'Allemagne est en partie privée. Certes la France est en déséquilibre avec l'Allemagne sur le plan économique, mais elle dispose d'une capacité supérieure sur le plan des relations extérieures en tant que membre permanent au Conseil de sécurité, dans le domaine politique général c'est la France qui est en avance sur l'Allemagne. Il faudrait qu'entre ces complémentarités on fasse un pas décisif vers une Fédération européenne – appelée la Fédération ou Union politique. Tous les dirigeants des grands Etats membres : Merkel, Hollande, Letta compris, ont parlé de l'Union politique. Merkel a même promis une chose, je crois qu'elle l'a oubliée, elle a promis que si on faisait l'Union politique, elle envisagerait l'émission des euro-bonds. Il en résulterait une solidarité forte, bien que partielle à ses débuts, qui permettrait de déclencher une mutualisation, du moins partielle, de la dette, et des futurs financements du développement de l'Europe. Voilà au fond quelles sont mes quelques idées d'ensemble.

Je voudrais ajouter un autre aspect qui a un objet politique. Je pense personnellement que les alliances et les communautés stables s'établissent principalement sur des cultures, sur des fondements culturels. Culture prise au sens des valeurs, au sens de système de gouvernement, comprenant certes la philosophie et la religion, qui sont à la source de nos valeurs et de nos principes démocratiques, mais aussi la science, la technologie, le tout formant ce que l'on appelle la *culture européenne*. La culture européenne qui est à la fois commune mais également dotée d'une très grande richesse dans la diversité. C'est là un grand atout de l'Europe.

C'est pourquoi, j'appelle mon ami Avramopoulos, j'appelle tous mes amis grecs, le Premier ministre et les autres dirigeants, les partis d'opposition à prendre

conscience qu'aujourd'hui se joue le sort non seulement de la Grèce mais de l'Europe tout entière et de sa place dans la nouvelle configuration du monde.

### **Post scriptum**

C'est sur ce fondement culturel commun et divers que l'Union européenne est appelée à ériger une Union politique sur les principes fédératifs, Fédération européenne qui exercerait à la fois des pouvoirs partagés en matières économiques et sociales mais tout aussi pleinement en matière de relations extérieures, de la défense et de la sécurité. L'Union est un embryon, un noyau fédérateur qui est construit à l'envers – selon l'expression de Henri Brugmans – en commençant par les matières de base telles que l'énergie, ainsi que par le marché commun. C'est autour du secteur économique que se sont progressivement tissés des réseaux d'autres secteurs connexes. Cette démarche pas à pas, secteurs après secteurs, a été mise durement à l'épreuve par la crise. Elle semble avoir atteint sa limite. Il est temps de remettre debout dans son ensemble ce « fédéralisme à l'envers. Dans ce même élan, il faudrait veiller à libérer les énergies potentielles et créatrices des Régions, des Métropoles et des collectivités publiques en étroite association avec la capacité des entreprises, des réseaux sociaux et des capacités créatives des Européens.

Ma conviction profonde que je partage depuis plus d'un demi-siècle avec Denis de Rougemont est que la paix, l'union et la solidarité ne peuvent être assurées durablement que si elles reposent sur une culture commune en dialogue avec d'autres cultures du monde. Ce pas décisif devrait être accompagné d'un ambitieux projet qui, en se fondant sur la communauté culturelle, viserait à créer des Communautés continentales, l'une avec les Etats-Unis et l'autre avec la Russie, formant des noyaux d'une vaste solidarité et associant l'Amérique latine et l'Afrique. Cette chaîne d'interdépendance étroite se prolongerait sous la forme de dialogues de culture et de coopération avec la Chine et l'Inde, l'Asie, en englobant toutes les grandes régions de notre planète.